

2 Politique

Sommet Chine-Afrique

Ali Bongo Ondimba rencontre Xi Jinping

J. O.

Libreville/Gabon

LE président de la République, Ali Bongo Ondimba, en séjour en Chine, s'est entretenu samedi dernier avec son homologue chinois, Xi Jinping, au grand Palais du Peuple de Pékin. Cette rencontre a lieu en prélude à l'ouverture du 3e sommet du Forum sur la coopération sino-africaine qui se tient dans ce pays asiatique, et qui verra la participation de plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement d'Afrique et de Chine. En recevant son homologue gabonais, le chef de l'Etat chinois a magnifié les relations de coopération qui unissent, depuis une quarantaine d'années, Libreville et Pékin. D'ailleurs, ces retrouvailles ont été marquées par la signature, en faveur du Gabon, d'un accord concernant une aide sans contrepartie d'un montant de 200 millions de yuans, soit 16 milliards de francs CFA. Une somme qui sera allouée au do-

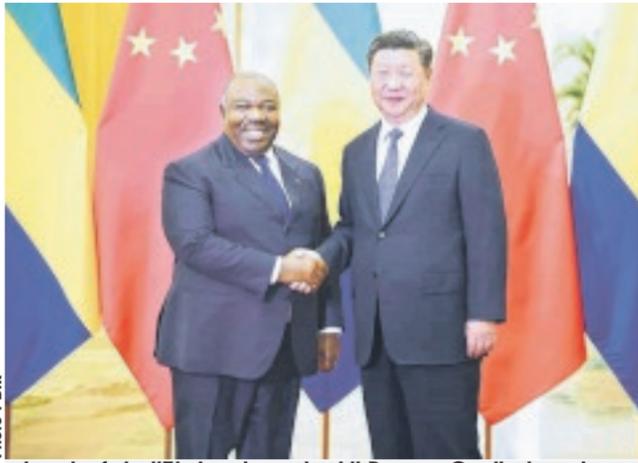


Photo : D.R

Le chef de l'Etat gabonais, Ali Bongo Ondimba et son homologue chinois Xi Jinping à l'issue de leur tête-à-tête.
Photo de droite : La partie chinoise...



Photo : D.R

maine militaire et à d'autres projets d'envergure. Par ailleurs, les deux hommes ont exprimé leur volonté commune de consolider les échanges commerciaux entre les deux pays. Volonté qui s'est matérialisée par l'enrichissement du cadre juridique de la coopération bilatérale, à travers la signature de trois accords. Le premier document paraphé porte sur la non-application de la double imposition et la prévention contre l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, histoire d'améliorer la coopéra-



Photo : D.R

...et gabonaise lors de la rencontre.

tion dans le domaine fiscal. Le deuxième est un accord de coopération économique et technique qui permettra à la Chine d'apporter une assistance financière au Gabon dans le cadre de la réalisation de plusieurs projets. Le dernier, quant à lui, est un mémorandum d'entente dans le cadre de la construction conjointe de la Ceinture économique de la Route de la Soie et de la Route de la Soie maritime du 21e siècle. Les présidents Ali Bongo Ondimba et Xi Jinping se sont également félicités du niveau d'échanges entre les deux pays, et ont exhorté les entreprises et les opérateurs économiques chinois à investir davantage au Gabon. A noter que le sommet Chine-Afrique s'ouvre aujourd'hui à Pékin en présence de plusieurs dirigeants africains et chinois. Les travaux de ces assises prendront fin demain. Soulignons que le chef de l'Etat a également reçu plusieurs hommes d'affaires chinois hier. Nous y reviendrons.

Parlement

Ouverture de la deuxième session ordinaire aujourd'hui

J. K. M

Libreville/Gabon

Conformément aux dispositions de l'Article 41 de la Constitution, elle s'achève le dernier jour ouvrable du mois de décembre.

LA deuxième session ordinaire du Parlement s'ouvre aujourd'hui, premier jour ouvrable du mois en cours.

De fait, au terme d'une période d'intersession de trois mois, les sénateurs reprennent le chemin de leur hémicycle. Cette seconde session s'ouvre dans un contexte marqué par le renouvellement de la Chambre des députés et des membres des conseils municipaux et départementaux le 6 octobre prochain. Au sortir de ces échéances, le Parlement re-

trouvera sa configuration bicamérale. On se souvient, en effet, que le 30 avril dernier, la Cour constitutionnelle avait décidé la dissolution de l'Assemblée nationale en conférant notamment au Sénat les compétences dévolues à la Chambre des députés, à l'exception de celles relatives à la révision de la Constitution par voie parlementaire, la question de

confiance et la motion de censure. De même, la Haute juridiction avait mis fin aux fonctions de l'équipe "Issoze Ngondet II", en limitant la durée de vie de l'actuel gouvernement à la proclamation par elle des résultats de la prochaine élection législative. Quoiqu'il en soit, durant cette période, les sénateurs ont examiné et adopté plusieurs textes. Plus particu-

lièrement bon nombre d'ordonnances consacrant la matérialisation des Actes de Dialogue politique d'Angondjé. Notamment celles instituant le Centre gabonais des élections (CGE), consacrant le nouveau redécoupage électoral, l'augmentation du nombre des députés, la diminution de celui des sénateurs, le retour d'un scrutin à deux tours pour l'élection

du président de la République et des députés, etc. Bref, une nouvelle architecture électorale devant régir les Législatives et Locales à venir. Dans tous les cas, conformément aux dispositions de l'article 41 de la Constitution, la seconde session ordinaire du Parlement s'achève le dernier jour ouvrable du mois de décembre.

La Semaine

Exception !

FIXONS, d'entrée, les esprits des uns et des autres : la chronique de ce jour ne sera pas comme les autres. En ce sens qu'aucun événement ne sera privilégié pour constituer un sujet principal. Il n'y aura donc pas de sujet principal cette fois. Le présent numéro fera exception...

En revanche, nous allons rappeler les principales manifestations et autres événements enregistrés tout au long de la semaine qui s'est achevée hier. Ceux-ci sont de plusieurs ordres : politique, diplomatique, social, etc. C'est dans ce sens qu'il faut souligner que la semaine écoulée, plutôt riche du point de vue de l'actualité, a été marquée par de nombreux événements. On notera entre autres, l'émission "Face à la Nation", diffusée sur les chaînes nationales, publiques essentiellement. Initiative inédite, cette émission était l'occasion pour le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, de communiquer avec ses compatriotes relayés par une équipe de journalistes. Le président de la République n'a éludé aucune question, allant de l'insécurité à la Décennie de la femme, en passant par le chômage, les "prisonniers politiques",

la suspension de la chaîne de télévision publique "France 2" par la Haute autorité de la Communication (HAC), les mesures d'austérité, etc.

Toujours dans le cadre des activités présidentielles, on relèvera la place de choix faite à la diplomatie. En effet, le président Ali Bongo Ondimba séjourne depuis le week-end écoulé en Chine. Il y prend part au sommet Chine-Afrique qui s'ouvre aujourd'hui. Mais, avant ce rendez-vous, il a rencontré son homologue chinois Xi Jinping. Une rencontre sanctionnée par la signature de plusieurs accords (lire ci-dessus).

Autre fait ayant marqué la semaine passée, la réunion du Conseil des ministres. Un tour de table des membres du pouvoir exécutif. Parmi les grandes décisions annoncées, la révisions du Statut général de la Fonction publique. Selon le communiqué final ayant sanctionné cette réunion, "l'objectif visé par cette révision est de consolider le fondement juridique du nouveau système de rémunération et d'asseoir les réformes en cours initiées par l'Etat, en vue de la maîtrise de la masse salariale..."

D'aucuns se demandent si cette initiative répond aux récriminations faites au gouvernement par la centrale syndicale "Dynamique unitaire" qui a même saisi la Cour constitutionnelle à cet effet. Dans tous les cas, force est de constater que les partenaires sociaux attendent toujours la rencontre annoncée par le gouvernement pour évoquer certains aspects des mesures d'austérité prises par l'équipe "Issoze Ngondet III".

C'est aussi le lieu de rappeler que dans son élan de contestation desdites mesures, "Dynamique unitaire" a tenté d'organiser des marches à plusieurs reprises. Malheureusement pour les syndicalistes, à chaque fois le gouvernement a interdit leur marche. A la dernière tentative, la semaine écoulée, plusieurs leaders de cette centrale syndicale ont été interpellés par les forces de l'ordre, avant d'être libérés quelques heures plus tard...

Sur un tout autre plan, notons la déclaration du maire de la commune d'Oyem, chef-lieu de la province du Woleu-Ntem, Vincent Essono Mengue, par ailleurs un des soutiens

fidèles de Jean Ping, leader de la Coalition pour la nouvelle République (CNR). L'édile d'Oyem se prononçait sur les élections locales à venir. "J'ai décidé de ne pas me présenter aux prochaines élections locales. Et conformément à mes convictions et à l'idée que je me fais de la démocratie, je ne soutiendrai, ni ne parrainerai aucune candidature. Que cela soit attendu".

La sortie de Vincent Essono Mengue, n'aura pas été le seul événement enregistré dans le camp de l'opposition dite "radicale". Il faudra également souligner la célébration par la CNR de la "journée des Martyrs" que ses responsables ont décrétée en mémoire des victimes des violences du 31 août 2016, suite à l'annonce par le ministre de l'Intérieur des résultats de la présidentielle de 2016. A cette occasion, en présence de nombreux membres et sympathisants de la CNR, Jean Ping a, entre autres, rendu hommage aux disparus. Tout comme il a remobilisé les siens en prônant "le courage, la patience et la foi". Non sans appeler également à "la détermination et à la conviction".